



UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 ● Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant ●

Ref : d:\bn\bn&cn\trappo\98\114\bnf.doc 09/11/98

De : Karine DELAPS

A: membres du BN

Objet: CONVOCATION AU PROCHAIN BUREAU NATIONAL

Paris le **lundi 9 novembre 1998**

Bonjour,

Je t'informe que le prochain Bureau National se tiendra ce **SAMEDI 14 à 9h30 (précises!)** dans les locaux de l'UNEF, 52 rue Pailleron, M° Laumière ou Jaurès.

Je t'invite vivement à être à l'heure car au vu de l'actualité nous aurons beaucoup de choses à débattre

En effet, à Bordeaux, Paris 8, Toulouse, Paris 1...les étudiants s'engagent pour gagner l'exonération ou le remboursement des frais illicites. A Caen, ils sont en mouvement sur des questions pédagogiques. A Montpellier, Jussieu, les assemblées générales se succèdent quant aux conditions de la rentrée. Suite à ces mobilisations on compte des premières victoires : 2 profs supplémentaires à St Quentin, maintien d'enseignements à Pau, exonération des frais d'inscription pour les boursiers à Montpellier... A cette actualité s'ajoute la préparation du festival, le débat sur le mutualisme.

Ainsi l'ordre du jour sera le suivant:

- **Actualité générale:**

Point sur les difficultés de cette rentrée, les premières mobilisations et victoires

Batailles sur les exonérations et remboursements des frais illicites, SOS aide sociale, SOS TD, Zéro expulsion...

Perspectives d'intervention de l'UNEF

- **Préparation du festival:** proposition de le reporter en février et de tenir le 5 décembre une conférence nationale de nature à lancer publiquement sa préparation.

- **Mutualisme étudiant:** la décision de Martine AUBRY de valider les statuts de la MNEF ouvre la possibilité à des élections rapides pour renouveler les instances de la Mutuelle. Il s'agit donc pour l'UNEF de mettre en place rapidement les initiatives publiques évoquées lors du CN de rentrée (parcours santé, débats, guide mutualiste...). Il s'agit également avec ce bureau national de décider de la manière dont l'UNEF s'inscrit dans le processus électoral, s'il est fixé dans les prochains jours.

- **Point orga:** proposition de réfléchir à notre intervention publique en direction de 2 millions d'étudiants.

- **Point sur les élections universitaires** de cette année et sur les propositions d'interfacs incluant le calendrier des élections.

Karine DELPAS
Présidente de l'UNEF

RAPPORT AU BUREAU NATIONAL

le 14 novembre 1998

Rapporteur :

Silvère MAGNON
Secrétaire National

I. Le contexte général de la rentrée et de ce premier semestre universitaire .

1) *Je vais tout d'abord donner des éléments sur les conditions de la rentrée, les premières mobilisations et les victoires obtenues.*

- Cette rentrée a été riche en problèmes divers sur les universités.

* De nombreux TD surchargés à P10, Montpellier, Nantes, Saint Quentin, P8...

* Des tentatives de suppression d'enseignants à Montpellier avec l'espagnol pour non spécialistes, à Pau avec les enseignements d'espagnol, à P8 avec l'UFR de langues minorées.

* Des problèmes de locaux à Saint Quentin, Jussieu où l'UFR de psycho n'avait pas de locaux du tout.

* Des problèmes en STAPS un peu partout en France : à Nantes où il y a 1300 étudiants pour une capacité d'accueil de 450 places, à Limoges, Orléans, Marseille.

- De ces conditions de rentrée sont nées diverses mobilisations.

* Ainsi, des Assemblée Générale se multiplient en France : à Limoges sur le plan U3M et le rapport Attali rassemble 150 personnes, à Caen avec plus de 200 étudiants en AG de filière pour langues, à Toulouse également à 200 en AG de sociologie, et à 400 en AG centrale au Mirail, à P8 d'abord en AG de filières puis en AG centrale (avec une centaine de personnes), Montpellier, Pau, Jussieu, Saint Quentin, Orléans pour STAPS...

* Des pétitions sont élaborées, comme à Saint Etienne en Arts plastiques avec comme revendication l'embauche de profs, plus de locaux et le développement de la recherche.

* Des délégation se multiplient comme à Nantes où une délégation de tous les UFR s'est rendu à la présidence, à Orléans où une délégation de STAPS a rencontré le rectorat.

X * Des cahiers de revendication dans beaucoup de facs.

* Des manifestations à Caen ou à Marseille (manif de STAPS à 400).

* La bataille autour des frais illicites s'organise. La journée nationale du 27 octobre s'est tenue dans une quinzaine d'AGE, avec des initiatives à Toulouse, Bordeaux, P8, P1, Orléans

X (où une motion a été déposée au CA) , P11...

- De ces mobilisations, des premières victoires sont obtenues. Je vais donner quelques exemples.

* Ainsi, en ce qui concerne les suppressions d'enseignements, Pau a obtenu le maintien des enseignements d'espagnol, Paris 8 réussit à garder son département de langues minorisées.

* Deux profs ont été obtenu à Saint Quentin, des TD d'histoire et de socio sont dédoublés à P10.

* Montpellier gagne l'exonération des frais d'inscription pour les boursiers.

2) *Je voudrais m'attarder un instant sur où en sont les étudiants et sur leur état d'esprit.*

Cette rentrée, et les éléments de mobilisation que je viens d'énumérer le montrent, affiche une volonté chez les étudiants de ne pas accepter la situation à laquelle ils sont confrontés sans réagir. La plupart des facs sont en mouvement, même si cela ne se concrétise pas par des grèves, des manifestations, ou un mouvement national structuré. Les étudiants sont prêts à réagir dès que leurs conditions d'études sont touchées, pour dédoubler un cours, gagner une aide sociale. Mais ils ont plus de mal à s'impliquer quand ils se sentent concernés de loin par les revendications proposées. Nous l'avons vu lors des différentes AG que nous avons voulu mettre en place sur les facs. Si les premières étaient parfois réussies (je pense à Toulouse ou à Montpellier par exemple), les suivantes l'étaient moins.

De même, lorsque dans ces AG, on propose de discuter des réformes nationales en cours, les étudiants ne se déplacent pas s'ils ne voient pas le lien immédiat avec leurs études. Ainsi, les AG de Montpellier sur le plan U3M n'ont pas amené beaucoup de monde, et lorsque l'AG au Mirail a décidé de passer les amphithéâtres pour faire voter les étudiants contre le rapport Attali, elle a également essuyé un échec.

Je ne suis pas en train de dire que nous ne devons pas parler du plan U3M, du Plan Social Etudiant ou du rapport Attali, mais nous devons plus réfléchir à nos moyens d'actions, et à ne pas prendre de raccourcis avec les étudiants. Nous devons prendre le temps de discuter des problèmes, les recenser filière par filière, mener les batailles avec les étudiants, et parler des débats nationaux sur l'enseignement supérieur dans ce contexte, plutôt que de les isoler. Les étudiants ont besoin de sentir qu'ils peuvent gagner sur leurs revendications. C'est par les dédoublements de cours, les batailles sur les locaux ou les postes de profs que nous avancerons le mieux par rapport à la bataille sur la hausse du budget des universités.

3) Un point sur la recherche.

La recherche a aujourd'hui à faire face à différents enjeux : internationalisation des connaissances, lien recherche / universités (avec la massification); lien recherche / industrie, harmonisation européenne des cycles, massification ou non de la recherche, son financement, etc... Ce à quoi il faut rajouter le statut de l'étudiant chercheur qui est à conquérir.

Allègre répond à la plupart de ces questions entre le projet de décret sur la recherche et ce qui est en germe dans le rapport Attali. Le mouvement qui a commencé à prendre de l'ampleur sur la recherche dénonce de multiples risques : casse des instituts de recherche (CNRS, INSERM...), mise sous tutelle "politique" et financière de la recherche dans son ensemble, casse du statut de chercheur à temps complet, "rentabilisation" de la recherche dans le privé... Ce mouvement prend de l'ampleur, avec des manifs qui ont eu lieu dans toutes les régions, et appelle à une nouvelle le 3 décembre. Il concerne pour beaucoup les instituts de recherche, mais aussi les labos et équipes de recherche des facs. De même pour les DEA, DESS et Thèses, si quand on en discute tout le monde se sent concerné, les plus mobilisés pour l'instant sont les thésards des instituts.

Si ces risques sont forts et qu'il nous faut aller au débat dessus, pour autant, il s'agit de ne pas se satisfaire du statu quo et de contribuer à ce que les étudiants-chercheurs, avec l'ensemble de la communauté scientifique, prennent en main le débat et relèvent les enjeux pour la recherche du XXI siècle.

L'UNEF peut jouer un rôle décisif en étant à l'initiative de rencontrer sur les facs, en y invitant les autres orgas et en invitant massivement les 3ème cycle, comme à P8 jeudi prochain. Plus largement, le secteur 3ème cycle se restructure et se réunit samedi prochain pour voir comment mieux fonctionner et mettre en place des batailles.

Je prendrai deux exemples : beaucoup de 3ème cycle n'ont pas de financement pour leurs recherches et il s'agit de mettre en place un dispositif de lutte afin de gagner plus d'allocation de recherche et de tendre vers 100% des thésards financés et de bourses de DEA et DESS.

Et enfin, dans les batailles en 1er et 2ème cycle le dédoublement de cours, et l'embauche de profs, batailler en 3ème cycle pour l'ensemble de thésards au chômage.

II. Quelle intervention utile de l'UNEF ?

En cette rentrée, l'UNEF a choisi d'être offensive. Derrière ce terme, je le disais tout à l'heure, il y a une nécessité à reprendre aucun raccourcis. Cela signifie être déterminés à ne rien laisser passer, ne banaliser aucun problème de rentrée.

Cela signifie également investir tous les terrains, et d'abord donner des éléments aux étudiants sur les chantiers des réformes.

Tout d'abord avec le rapport Attali.

Le rapport propose des cursus plus clairs, en conformité avec les autres pays européens avec comme premier grade une licence à bac + 3, la nouvelle maîtrise à bac + 5, accessible à tout étudiant ayant une licence, avec certaines maîtrises avec recherche, d'autres professionnelles. Le doctorat à bac + 8 serait limité à une fraction seulement.

Si toutes les questions soulevées par le rapport Attali sont porteuses d'ambitions, les réponses données sont lourdes de contradiction.

En effet, si on trouve dans le rapport Attali la nécessité d'engager plus de moyens financiers et humains dans le développement de l'enseignement supérieur, de créer des passerelles entre universités, grandes écoles ou IUT ou la possibilité d'interrompre ses études sans perte des acquis ainsi que celle de voir son diplôme reconnu dans d'autres pays, il y a d'un autre côté le risque de l'introduction d'un esprit marketing à tous les niveaux de formation, acquittement de la taxe d'apprentissage pour les entreprises prenant des stagiaires, la possibilité pour le CNPF de présenter un candidat à la présidence de facs... De plus, il y a le risque d'un repli autour de pôles régionaux d'excellences, avec la mise en concurrence des diplômes.

Enfin, alors que le pays a toujours plus besoin de chercheurs, le rapport Attali propose de limiter par le biais du 3-5-8 l'accès à la recherche.

Le rapport Attali n'est qu'un rapport pour le moment. Aussi, il ne s'agit pas pour nous de nous positionner en pour ou contre, mais de rendre public très largement les questions qu'il soulève et les dangers éventuels que son application mettrait en place.

Cependant, dans beaucoup d'universités, les présidents commencent à réfléchir à l'application du rapport Attali dans leur établissement.

Nous devons être très vigilants par rapport à cela, et très fermes quant au fait que ce n'est qu'un rapport, et qu'il n'y a pas à l'appliquer et à réfléchir les choix pédagogiques en fonction de lui.

Le plan U.3.M.

Il est effectif de 2.000 à 2006. D'ici à l'an 2.000 l'objectif est de définir les projets qui débiteront dès l'an 2.000. Ce plan part du constat que U2000 a peu bénéficié à la construction de locaux de recherches, aux grandes écoles et à Paris centre. Ces trois catégories sont donc prioritaires dans U3M. Comme U2000 l'idée est une collaboration discutée au niveau des régions, arbitrée au niveau national.

Les propositions du plan sont basées sur un constat de baisse démographique, de mondialisation et d'un besoin de développer des nouvelles technologies mais aussi sur la volonté de centrer sur l'accueil étudiant.

3) Les éléments du plan sont :

① aménagement de Paris centre et de l'Île de France : rénovation des universités, développement de la recherche dans les facs nouvelles, et les IUT dans le secteur _____.

② Mise en place de réseaux régionaux et Inter Régionaux universitaires : rénovation des campus des 60's Et 70's pour qu'ils deviennent des têtes de réseaux par rapport aux établissements des villes moyennes.

③ Renforcer l'accueil étudiant.

Un quart des constructions d'U3M sont réservés aux étudiants : logement, sport, salle de travail, bibliothèque.

↳ (3.500 sur Paris, 7.000 province)

Les constructions s'intègrent dans le plan social étudiant.

En ce qui concerne le plan social étudiant, des premières mesures sont appliquées dès cette rentrée, comme la revalorisation de 5% des bourses du 5ème échelon, de 3% des bourses du 1er au 4ème échelon. Une augmentation de 3% est également accordée pour les AIE et les aides sur critère universitaire. C'est aussi 20.000 boursiers supplémentaires et 15000 AIE. C'est également la mise en place effective du demi tarif sur la carte orange.

④ Un réseau d'équipements nationaux pour assurer le développement de structures locales d'intérêts nationaux.

⑤ Le développement de la coordination secondaire / supérieur.

⑥ Faire naître l'organisation péri-universitaire de recherche et développement, notamment par le développement des centres de recherches mixtes en lien avec la loi sur l'innovation qui permet la création d'incubateurs (des locaux, des hommes et des sous des universités sont mis à disposition).

Enfin, d'assurer un rapprochement géographique universités/grandes écoles par le développement de grands campus.

X Ce plan est déjà en marche, nous en sommes qu'à l'étape de recensement et de rédaction des contrats. A nous d'y imposer nos exigences, de se battre aussi pour que des moyens soient débloqués en nombre pour que ce plan puisse apporter une amélioration. Enfin si le motif ministériel est la baisse démographique il faut savoir que de plus en plus de gens reprennent leurs études. Ainsi, à Paris I, alors que le budget calculé pour une réduction du nombre d'étudiants, l'administration a dû en cette rentrée faire voter une modification budgétaire sur le constat que contrairement aux prévisions il y avait plus d'étudiants que l'an passé.

Enfin, un danger existe par un financement à 50/50 (Etat / Région).

En effet en plus de la question région riche/région pauvre se pose la question des régions dirigées par des élus FN. Quand on sait que déjà les universités lyonnaises ont un budget réduit de la région, que deviendra-t-il dans le cadre d'U3M ?

De plus, le plan social étudiant propose de réinvestir sur 4 ans dans les bourses, le logement, les transports, la santé, l'accès à la culture et la citoyenneté étudiante. Mais en parallèle de ces déclarations, si le budget fait la part belle à l'aide sociale, c'est au détriment de l'encadrement pédagogique. Aucune création de postes n'est inscrite au budget et la transformation de 1.500 ATER en maîtres de conférences ne permet pas en effet d'augmenter le nombre d'enseignants.

De plus, nous devons être vigilants, et nous assurer que les promesses seront bien respectées, et à la hauteur de nos espérances.

2) Investir le terrain mutualiste.

Puisqu'il n'y aura pas d'administrateur provisoire de la MNEF, et que Martine Aubry a donné son accord pour l'ouverture du processus électoral, le processus électoral peut être engagé dès la prochaine réunion du CA. Nous avons besoin de passer un cap sur les interventions publiques sur les facs à ce sujet. Les étudiants ont leur mot à dire. En effet, les étudiants sont la catégorie en France la plus mal soignée. Il y a de réelles difficultés d'accès aux soins et les médecines préventives universitaires régressent partout. La tuberculose se développe dans les cités-U.

X Au travail, des enjeux en matière de protection sociale, nous avons besoin d'un régime étudiant, d'un mutualisme étudiant, pour éviter la menace des assurances privées.

Nous avons des propositions à faire grandir, comme la gratuité de la sécurité sociale étudiante. Nous pouvons partir de la proposition que pour les salariés, la sécu soit payée sur la valeur ajoutée produite par le travail. Les étudiants, n'étant pas productifs, n'ont donc pas à participer au financement de la sécu. Ainsi, le financement de la sécu étudiante se ferait en prenant sur les richesses des entreprises, et dans le budget de l'Etat.

Il y a également la proposition de la cotisation unique à la mutuelle. On peut réfléchir, dans le cadre du Plan Social Etudiant, à intégrer une aide pour payer sa mutuelle, dans une bourse à échelon zéro.

Il est urgent d'améliorer les remboursements sur les suivis psychologiques ou sur les lentilles par exemples (qui ne sont pas remboursés aujourd'hui), ou sur les soins dentaires.

Nous devons faire de la MNEF, un moyen de lutte, sur les questions d'alimentation, sur la prévention aux MST, sur le logement.

La MNEF pourrait nouer des partenariats pour améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants : avec les commissions hygiène et sécurité des facs, avec les MPU, notamment pour imposer des visites médicales régulières, une infirmerie sur chaque site, et des partenariats avec des médecins conventionnés, pour permettre aux étudiants de ne pas avancer les frais.

Nous devons revenir à la gestion de centres de santé par la MNEF sur les lieux de vie et d'études (fac, cité-U), comme des antennes de dépistage par exemple.

Nous pouvons obtenir la création d'une caution mutualiste pour l'accès au bail ou la carte d'abonnement pour la carte orange à 50%.

Enfin, nous avons également des propositions sur la gestion des mutuelles.

- L'obligation des organismes qui gèrent la sécu (MNEF, SMER, CNAM) d'informer les affiliés sur la gestion du régime, ou l'obligation d'une représentation étudiante là où les remboursements sécu se décident.

- La gestion de la mutuelle est à réfléchir en lien avec d'autres partenaires (CNESER, CNOUS, Observatoire de la Vie Etudiante, commission de contrôle des mutuelles), pour éviter la tutelle du syndicalisme.

- Il faut aussi revoir les rôles des différentes structures locales et nationales, afin que les propositions des adhérents soit pris en compte au niveau national pour fixer la politique mutualiste.

- L'obligation d'informer les adhérents de la mutuelle de tout ce qui se discute, de la transparence financière.

- Proposition aussi est faite que les administrateurs soient des salariés du CA, et non des élus, ayant partie prenante des prises de décision.

Cela fait beaucoup de propositions à faire grandir. De plus, elles ne sont pas figées et peuvent être enrichies. Alors quelles initiatives pouvons-nous prendre pour les faire grandir ?

Nous pouvons mettre en place des pétitions à faire signer dans tous les amphis, des débats publics et très larges, invitant d'autres associations étudiantes, des infirmières, des médecins, des gérants de la MNEF...

3) Toujours dans la partie de l'intervention de l'UNEF, nous pouvons cibler 7 axes de bataille.

* Le 1er concerne le terrain budgétaire.

Le budget proposé est en hausse de 2,48%. Il reste cependant encore beaucoup à gagner pour qu'il corresponde aux défis posés en terme de formation de qualité et de démocratisation de l'enseignement supérieur. Nous pouvons nous appuyer sur le 833 millions de francs prévus pour les cité-U et les restau-, et les avancées en terme d'aide sociale que j'ai annoncé tout à l'heure(+15.000 AIE, + 20.000 boursiers), ainsi que des 3 milliards de crédits pour la sécurité. Mais le fait que le taux d'encadrement ne bouge pas, conduit à conserver des cours et des TD bondés.

Le vote du budget à l'Assemblée a été repoussé à la mi-décembre, ce qui nous laisse encore le temps de mener une grande campagne à ce sujet. La proposition est donc que l'UNEF organise un vote national dans les universités, pour demander aux étudiants de se prononcer sur le budget, afin de ne pas laisser le débat qu'entre les mains des députés. La proposition est de sortir un bulletin de vote reprenant les grandes revendications nationales, et laissant une place pour intégrer les revendications locales. Ce vote, serait ponctué de journées d'action devant les rectorats ou les facs privées.

La question du budget est également à mettre en lien avec le SOS-TD et les frais illicites, en posant à la fois la question du remboursement, et les questions budgétaires, pour éviter que le remboursement ne se retourne contre les étudiants par la suppression de service.

Enfin, reposons avec force la question de la réquisition des facs Pasqua.

* Deuxième : l'aide sociale.

Donnons un coup d'accélération au SOS-Aides Sociale pour débloquent des aides d'urgence. Si certaines AG en ont fait une priorité et si le SOS est plus tenu que l'an dernier, nous avons encore des progrès à faire en la matière.

Par rapport au Plan Social Etudiant, battons nous pour le demi tarif sur les transports en province, sur la création de nouvelles cité-U, sur l'augmentation du nombre des boursiers et du taux des bourses, et pour que les mesures positives annoncées par le gouvernement soient appliquées et ce, tout de suite afin de trouver une solution pour les SOS recensés.

* Troisième axe : les étudiants étrangers.

Emparons-nous de la bataille du zéro expulsion pour se mobiliser sur des cas concrets, et menons la bataille sur les lois discriminatoires. On peut utiliser pour cela le guide sur les étudiants étrangers.

* Quatrième axe : le droit aux études en intervenant sur l'application de la réforme pédagogique notamment sur la question des modalités d'examens, des passages conditionnels de la session de rattrapage.

* Cinquième axe : la recherche. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit tout à l'heure, mais nous avons besoin de plus travailler avec les étudiants en 3ème cycle, notamment pour gagner des allocations supplémentaires, et la création de postes ATER pour aider à dédoubler les cours.

* Sixième axe : la solidarité internationale.

Nous proposons d'en faire un axe de bataille à part entière car l'actualité internationale en la période et dans l'année est très riche.

- en effet, la semaine prochaine, du 16 au 20 novembre, se déroule la semaine d'action européenne, à l'appel de différentes organisations étudiantes européennes (du Luxembourg, d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Angleterre...). A cette occasion, il est prévu des manifestations dans plusieurs pays d'Europe, des rencontres de parlementaires européens...

A Paris, aura lieu Jeudi 19 un débat étudiant sur l'harmonisation européenne à la Sorbonne, et une conférence de presse clôturera la semaine Vendredi.

- en Israël, 200.000 étudiants sont actuellement en grève pour réclamer la diminution de moitié de leurs frais d'inscription, qui s'élèvent à 14.000 francs par an.

- notre candidature pour le congrès de l'UIE a été enregistrée par le Secrétariat Exécutif de l'UIE. Nous avons reçu l'appui de plusieurs organisations (l'OCLAE, la FEU de Cuba, la UNE du Brésil...) et nous attendons la décisions de l'UIE qui doit arrêter la date et le lieu du congrès prochainement.

- La FMJD, dont nous sommes membres, organise une Conférence Régionale de l'Europe et de l'Amérique du Nord à Paris les 28, 29 novembre et 1er décembre, en vue de sa 15ème Assemblée qui se tiendra en Janvier à Chypre, pour faire le bilan des actions menées et lancer de nouvelles pistes d'activité.

Toutes ces perspectives nécessitent l'élargissement du Secteur International de l'UNEF, qui lance un appel à la participation plus grande des AGE sur les questions internationales. A nous de faire redescendre les infos dans nos AGE, nos suivis, et de proposer à tous ceux qui sont intéressés de travailler sur ce secteur.

* Septième axe : un passeport étudiant pour la culture.

Cette revendication est un moyen de nous adresser à deux millions d'étudiants.

En effet, alors beaucoup d'étudiants sont obligés de se salarier pour pouvoir payer leurs études, alors que nous nous battons pour que plus d'étudiants puissent bénéficier d'une aide sociale, les loisirs ne font pas parties des priorités pour beaucoup d'entre eux. Pourtant, pouvoir aller aux musées, à des expos, au théâtre, au ciné ..., n'est-ce pas une aide supplémentaire pour ses cours ?

Nous pouvons partir de la victoire sur le demi tarif en région parisienne pour lancer la bataille du passeport étudiant, et la mener sur le même rythme. Il y a nécessité à avoir le droit de vivre sa vie de jeune.

III. Comment développer notre intervention ?

1) Ne pas passer à côté des échéances des élections. Il y a plus de 40 élections universitaires cette année. Alors que l'année 98-99 est riche en matière de politique universitaire (PSE, U3M...), l'UNEF a fait le choix d'avoir des élus dans les conseils universitaires pour défendre les étudiants, exprimer leur avis et avoir les informations. Aussi, gagner des élus UNEF, c'est permettre à 2 millions d'étudiants de pouvoir s'exprimer à travers eux. Gagner des élus, c'est aussi faire grandir nos propositions. Chaque année, le budget est voté établissement par établissement. Avoir des élus nombreux, c'est permettre que partout en France des exigences pour un budget meilleur soient exprimées et convergent nationalement. C'est obtenir que des Td soient dédoublés, des sans fac inscrits, des postes créés. De même sur la question des frais illégaux ou les élus peuvent intervenir pour les supprimer, comme à Paris 10 l'an passé.

Dans ce cadre. Il s'agit de déterminer aujourd'hui ce que nous faisons du 5 décembre. Nous pourrions décider de tenir quand même une initiative très publique, permettant de faire l'état des lieux des universités sur ce début d'année, des premières mobilisations et de rendre publique le festival auprès des débats ainsi que la communauté universitaire. Aussi nous pourrions, si le BN en décide, organiser une conférence nationale, le samedi, ouverte aux AGE, ainsi qu'aux associations étudiantes, ou nous pourrions débattre de ces deux questions. Cela permettrait d'autre part de confronter nos points de vue sur les conditions de cette rentrée et d'élargir la préparation du festival à toute l'UNEF ainsi qu'à de nombreux autres associations.

Si nous décidons de cette initiative, nous pourrions nous fixer l'objectif que chaque AGE propose à un ou plusieurs associations de son campus d'y participer.

Quant au démarche, nous pourrions tenir une séance du Collectif National ouverte aux trésoriers, tout cela est à discuter.

RAPPORT AU BUREAU NATIONAL

le 14 novembre 1993

Rapporteur : Karine DELPAS,

Renouvellement trésorier-administrateur

Pour des raisons d'études, de disponibilités et tout simplement de vie, Vanessa a émis le souhait, comme nous l'avons annoncé au dernier Bureau National de quitter ses responsabilités de trésorière et de secrétaire nationale.

Cela nous amène donc à mettre à l'ordre du jour du prochain Collectif National, l'élection d'un nouveau ou d'une nouvelle trésorière.

Fort des exigences de débat émanant de l'union nationale et fort de nos besoins en matière de bataille financière, il semble nécessaire que les AGE en soient informées au plus vite et puisse inscrire ce renouvellement à l'ordre du jour de la préparation du CN.

Pour y aider, le BN d'aujourd'hui pourrait donc décider d'un nombre d'exigences quant à nos besoins financiers et d'animation.

① Il s'agit donc bien de regarder en premier lieu, les besoins financiers de nos objectifs d'interventions de l'UNEF et de batailles.

Avec 7 axes de batailles, une consultation nationale, l'organisation d'une conférence nationale puis d'un festival, l'UNEF à bel et bien décidé d'être offensive, utile, présente sur tous les terrains.

Cela va bien évidemment nécessiter d'être public, de mettre les facts aux couleurs de l'UNEF durant les mois qui viennent.

D'ores et déjà, le 4 pages est presque bouclé et une série d'affiche est en passe de tirage. Je pense notamment aux cadres blancs et l'affiche zéro expulsion.

Sans être exhaustive, nous avons donc besoin d'une série de matériel pour jouer notre rôle tout simplement.

Ces besoins nous les retrouvons à tous les niveaux que ce soit nationalement comme localement.

② Comment alors avoir une bataille financière au niveau et ce sera l'objet de la deuxième partie.

→ Lever les tabous sur l'argent et être public y compris sur ces questions là.

apéros thématiques

collecte sur un tract

vente de badges

vente du guide (double enjeu)

collecte auprès des profs:

insertion publicitaire sur le matos (être plus ambitieux)

sponsors d'initiatives ou plutôt par thème

↳ CROUS, Région, mairies...

→ En faire l'affaire de tous les adhérents.

- cad pas hésiter à engager sur des batailles des participations financières
exemple : une élection, tirage massif d'un tract ...

- en premier lieu enjeu de la cotisation

il est double → faire participer chacun au financement

→ moyen pour chaque adhérent de s'approprier son syndicat.

③ Faire mieux circuler infos sur la tréso, faire que chaque AGE tienne les éléments, les enjeux et les objectifs.

A l'instar du dossier tréso donné en BN la semaine dernière, redonner plus régulièrement les éléments de où on en est, de ce dont on a besoin pour tenir nos objectifs.

C'est pourquoi je vous propose qu'au prochain CN on donne plusieurs choses :

- budget prévisionnel de cette année
- coût des affiches, 4 pages, badges, carte pétition
- objet de collecte
- PM pour chaque AGE.